

Droit, économie, gestion, mention droit des affaires, spécialité droit et gestion du patrimoine

RNCP11087 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313, 128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Rennes I
<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce master forme des juristes d'affaires spécialisés en droit de la gestion de patrimoine du particulier et de l'entrepreneur, aussi bien en interne qu'à l'international.

Le titulaire du master droit et gestion de patrimoine de Rennes 1 peut :

- conseiller, en langue française et anglaise, dans les domaines du droit fiscal (fiscalité des particuliers et de l'entreprise ; fiscalité interne et internationale), du droit patrimonial de la famille (successions et libéralités ; régimes matrimoniaux), de l'assurance-vie, du droit des sociétés, du droit des biens (maîtrise du démembrement de propriété notamment). Le conseil, qui repose nécessairement sur une combinaison de toutes ces matières, constitutive d'un véritable savoir-faire, doit pouvoir être dispensé tant au particulier (gestion du patrimoine non professionnel) qu'au chef d'entreprise (organisation du patrimoine professionnel,
- prévenir tout litige en France, en Europe et hors Europe,
- défendre les intérêts du client, en France et à l'étranger ; - rédiger ou faire rédiger des actes (authentiques ou sous seing privé), en français ou en anglais,
- étudier de façon permanente et analyser la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du master peut exercer son métier de notaire, d'avocat, de conseil en gestion de patrimoine en France, en Europe ou dans tout autre pays en mobilisant les aptitudes suivantes :

- lire, comprendre, anticiper et appliquer toutes les règles juridiques et fiscales et les décisions juridictionnelles en matière de fiscalité française, européenne, internationale et étrangère des particuliers, des entreprises et de l'entrepreneur, en français et en anglais,
- maîtriser l'environnement juridique et fiscal des entreprises, des ménages, des institutions, des Etats, des collectivités locales,
- maîtriser les outils de gestion financière, juridique et fiscale, français et étrangers, en langue française ou anglaise,
- maîtriser les outils de l'optimisation fiscale interne et internationale des entreprises et des particuliers.
- maîtriser les outils d'engagement et de traitement des contentieux judiciaires, administratifs, français, étrangers, en

langue française et anglaise.

Il est capable de :

- appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des affaires très différentes,
- conseiller,
- respecter la confidentialité des affaires,
- mettre en œuvre sens de l'écoute, diplomatie, disponibilité spatiale et temporelle,
- diriger des équipes de recherche.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les secteurs d'activités de la gestion de patrimoine organisés présents sur tout marché français ou étranger :

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- avocat spécialisé en gestion de patrimoine, après avoir passé et réussi les examens d'entrée et de sortie de l'école d'avocats,
- notaire, après avoir passé et réussi et validé les diplômes d'accès à cette profession,
- juriste en banque,
- juriste dans une compagnie d'assurance (assurance-vie),
- conseil en gestion de patrimoine.

Tous les concours de la fonction publique accessibles avec un M 1 lui sont ouverts, notamment les impôts, douanes...

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

La profession d'avocat est réglementée. Examen d'entrée à l'école d'avocats, 2 ans d'école et examen de sortie.

La profession de notaire est réglementée : formation de type professionnel (CFPN) ou de type universitaire (DSN : diplôme supérieur de notariat).

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

M1 - Arrêté d'habilitation

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

<http://www.univ-rennes1.fr/>

www.m2dgp.fr

Faculté de Droit et Science Politique

Université de Rennes 1

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11087/>